

Appel au Bon Sens

Descartes, sous ses airs doctes, m'a toujours semblé dissimuler un délicieux pince-sans-rire. Voilà pourquoi je n'ai jamais pris plus au sérieux qu'il ne convient le début fameux de son Discours sur la Méthode: "Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée..." Au surplus, il termine ainsi la phrase: "... car chacun pense en être si bien pourvu que ceux même qui sont les plus difficiles à contenter en toute autre chose n'ont point coutume d'en désirer plus qu'ils n'en ont..." Dans ces conditions, il semble que Descartes et Port-Royal soient d'accord: Descartes disant que le bon sens est la chose du monde la plus commune; La Logique de Port-Royal, "qu'il est étrange combien c'est une qualité rare que l'exactitude de jugement..." et Pascal affirmant avec tristesse et dureté: "Il y a beaucoup d'esprits faux..."

Tout ceci, pour en venir à cette constatation qu'en politique, que dans la vie des nations comme dans la vie des individus, aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui, c'est de bon sens qu'on a peut-être le plus besoin, c'est de bon sens qu'on manque le plus. Aux peuples qui doivent lutter et vivre, il faut de l'intelligence, pour comprendre et établir leur plan de vie, du courage, de la volonté, de la discipline pour l'exécuter; mais il leur faut, ainsi qu'à leurs chefs, et avant tout, du bon sens... Du bon sens tout simple, presque du bon sens à la M. de La Palice.

C'est de ce simple bon sens-là que beaucoup de gouvernants paraissent manquer. Il semble vraiment, à les voir agir les uns et les autres, que l'effroyable drame de la guerre a passé sur eux sans les toucher. Les uns et les autres n'ont rien oublié et rien appris. Leurs désirs semblent être les mêmes qu'en 1914: préparer la force pour imposer sa volonté de puissance, et dissimuler cette préparation par de véhémentes protestations de pacifisme et de subtiles accusations d'impérialisme décochées aux voisins.

On n'a jamais plus parlé de désarmement qu'en ces jours. On se prépare à en discuter longuement à Washington. Nous lirons bientôt dans la presse de nobles déclarations sur la nécessité où se trouvent les peuples de se consacrer avant tout à l'œuvre de paix, de se donner le moins à la préparation de l'œuvre de guerre, puisque aussi bien, chacun le sait, la guerre est rayée de l'histoire à venir.

Mais, cependant, dans les chantiers maritimes d'Angleterre, d'Amérique et du Japon, les marteaux actifs claquent sur les tôles sonores; les carcasses de prodigieux navires, valant chacun un demi-milliard de francs au bas mot, s'allongent orgueilleusement sur leurs bers, et on les garnit de coupes d'acier chromé, munies de canons énormes. C'est la course au tonnage, à la cuirasse, au canon, aux torpilles, à la vitesse. Chacun essaie de créer des instruments de mort plus efficaces, plus formidables que son adversaire éventuel; si l'un adopte des canons d'un calibre de 380, l'autre choisit du 400; le premier, alors, en vient au 420; un troisième, plus ambitieux, expérimente le 500... Et quand, épuisés d'argent par l'effort nécessaire pour mener à bien ces constructions insensées, les gouvernements responsables cherchent à qui s'en prendre, ils se tournent vers nous, Français, et nous disent:

—Vous êtes des impérialistes... Vous entretenez une armée démesurée... Vous vous ruinez pour la payer... Oui, votre effort naval est faible à côté du nôtre, c'est entendu. Mais c'est votre armée qui nous inquiète; vous êtes des trouble-fête. Sans vous, le monde vivrait en paix...

C'est ici qu'un peu de bon sens serait nécessaire, et aussi qu'on voudrait bien laisser de côté toute hypocrisie. Les Anglais, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne ou d'Amérique, qui, pour des raisons avouables ou non, nous accusent d'impérialisme, devraient comprendre que lorsqu'un peuple a supporté l'effort

de guerre qui a pesé sur nos épaules, il n'a qu'un désir: la paix—que lorsqu'un peuple a vu tomber tant de ses jeunes hommes et qu'il a chez lui une tâche de reconstruction si écrasante à accomplir, il n'a qu'un désir: laisser l'ouvrier à l'usine, le maçon au chantier, le cultivateur à son champ, et voir ses casernes vides—que lorsqu'un peuple est appauvri par les dévastations de tous ceux qui s'attaquent ou se défendent sur son territoire, que lorsqu'un peuple est perdu de dettes contractées pour son salut et celui de ses alliés, il a autre chose à faire que de jeter l'argent par les fenêtres, et qu'il n'est pas de son goût de supporter un budget militaire supérieur à l'ensemble de son budget total d'avant-guerre.

Nous ne le dirons jamais assez, nous ne le crierons jamais trop haut: nous voulons la paix. Nous la voulons résolument, parce que nous savons, nous, ce que c'est que la guerre, tandis que ceux qui nous accusent de l'aimer en ont moins souffert que nous dans leur chair et n'en ont pas souffert dans leurs biens.

Nous voulons que nos hommes travaillent hardiment de leur métier pour relever la nation; nous avons assez de bon sens pour ne pas souhaiter leur voir faire, pendant des années, du manquement d'armes, tandis que, paisiblement, grâce à eux, nos alliés et nos ennemis d'hier, sans soucis de défense nationale, mettront toute leur activité à produire, à vendre, et nous écraseront économiquement.

Et je vais plus loin: c'est notre grand grief aujourd'hui, contre nos alliés d'hier, que de nous contraindre à garder sous les drapeaux, après une guerre victorieuse, une armée presque aussi considérable que celle que nous entretenions en 1914. S'ils construisent aujourd'hui des cuirassés-sous-marins, munis de canons de 320, s'ils se ruinent en croiseurs de bataille, en destroyers, en machines infernales, nous n'y sommes pour rien. Ils ont à régler entre eux, dans le Pacifique notamment, des questions vitales. Il leur plaît d'imaginer qu'ils pourront être appelés un jour à les régler par la force. Libre à eux de vouloir recommencer la guerre, et de la préparer.

Mais si nous sommes obligés, nous, de prévoir à notre budget un effectif de base de 749,652 hommes pour notre armée; si nous devons entretenir 201,246 chevaux, 28,055 officiers et 416,876 hommes en France, 532 officiers et 11,544 hommes à Constantinople, 3,094 officiers et 84,948 hommes en Rhénanie, 266 officiers et 7,193 hommes dans le bassin de la Sarre, si 370 officiers et 10,000 hommes dans les territoires à plébiscite vivent à ne rien faire, coûtent et ne produisent pas, c'est à nos alliés que nous le devons, c'est à leur manque de parole, c'est à leur attitude à l'égard de l'Allemagne, à la protection éclatante dont le gouvernement de M. Lloyd George croit devoir la couvrir.

Si l'Angleterre et l'Amérique avaient tenu l'engagement qu'elles prirent, lors des négociations de paix, de nous garantir par un traité d'alliance contre une agression allemande; si, moyennant cet engagement qu'elles ne tinrent pas, elles ne nous avaient pas amené à renoncer à la garantie élémentaire de l'occupation permanente jusqu'à l'acquiescement par l'ennemi vaincu de ses dettes; si M. Lloyd George n'avait pas donné à l'Allemagne pangermaniste, par ses actes et ses paroles, l'impression qu'il voyait avec indulgence ses révoltes et ses menaces; si l'Allemagne n'avait pas consolidé ainsi outre-Rhin le parti de la revanche de la guerre pour demain et du meurtre pour aujourd'hui, nous ne serions pas obligés, nous, contre tout bon sens, de nous ruiner en armements, afin de contraindre l'adversaire à exécuter les promesses souscrites, afin de l'empêcher de s'armer lui-même. Sans M. Lloyd George et ses amis, notre jeunesse ne serait pas encasernée.

Il faut que cela cesse, et vivement. Notre budget ordinaire accuse un déficit de deux milliards et demi. Le

PHILOSOPHE FRANÇAIS MEURT A PARIS



M. Etienne Emile Boutroux, philosophe français de grand renom, qui est mort à Paris mardi après-midi. M. Boutroux était professeur à la Sorbonne depuis 1885 et un des personnages les plus éminents de l'Institut français. Il était officier de la Légion d'Honneur et membre de l'Académie française.

M. J. T. MICHEL MEURT SUBITEMENT

M. John T. Michel, membre de la Commission du Service Public et ex-secrétaire de l'état, est mort mardi matin à son domicile, 1204 avenue Napoléon. L'enterrement a eu lieu au Cimetière de la Métairie mercredi après-midi.

M. Michel qui était âgé de 64 ans, avait été des plus actifs dans la politique de l'état et avait été en 1912 l'un des candidats pour la nomination au poste de gouverneur.

Il est survécu par un fils, M. Guy Michel, et par deux filles, Mme E. W. Mahler et Mlle Alma Michel.

UN MEURTRE EN PLEIN JOUR

M. Samuel Lala, père de neuf enfants en bas âge, a été tué à coups de revolver par Stanley Margiotte, en face de l'établissement de boissons de celui-ci, situé rue Magnolia.

Lorsqu'il s'est rendu, Margiotte a déclaré à la police qu'il venait de tuer un bandit qui l'avait tenu en échec.

Après le premier interrogatoire des témoins et de la femme du meurtrier on se croit être en présence d'un crime dont le motif a été la jalousie.

petit jeu du jour est de se demander comment on comblera le gouffre:—Augmentera-t-on les impôts? — Diminuera-t-on les dépenses? Le bon sens le plus élémentaire poussera, je le souhaite, mes collègues du Parlement à ne pas accepter le premier moyen. Pas un sou d'impôts de plus! Aussi bien l'administration des finances est incapable, actuellement, de faire rentrer les taxes votées. Paye qui veut.

Mais alors quelles dépenses diminuer?...

N'est-ce point la condamnation de toute notre politique que deux ans après la victoire le ministre de la Marine ait cru devoir demander, pour l'ensemble de son budget, un crédit de 1 milliard 518 millions, et le ministre de la Guerre un crédit de 6 milliards 546 millions, en augmentation de 1 milliard 594 millions sur 1920! Plus de 8 milliards pour la guerre une fois la paix signée, et alors que nous avons 2 milliards et demi de déficit! La nation, dans son bon sens, ne peut admettre cela. Elle sent bien, elle, que l'équilibre du budget est avant tout une question de politique étrangère. Elle veut désarmer, mais non pas être dupe. Nous n'entendons pas nous saigner à blanc pendant des années pour faire appliquer par nos anciens ennemis et respecter par nos amis le traité de paix signé par eux. Ou le gouvernement anglais nous aidera à l'appliquer, et nous pourrions libérer nos soldats, ou nous réglerons seuls, rapidement, nos litiges avec l'Allemagne pour réduire aussitôt notre armée.

En tout état de cause, la plaisanterie n'est pas amusante.

ANDRÉ FRIBOURG, député, secrétaire de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, et membre du Conseil Supérieur des Colonies.

ELECTIONS

A l'Assemblée Générale de l'Union Française, qui eut lieu le 13 courant, les personnes suivantes furent élues directeurs de cette institution, qui depuis sa fondation n'a cessé de maintenir haut le drapeau de la France et de défendre les intérêts de ce pays en terre de Louisiane: MM. Georges Legrand, F. Surmely, Paul Bordenave, Georges Damiens, Fernand Laudumiey, Adrien Raymond, André Lafargue, Albert Maurin, L. S. Augustin, Jas. J. A. Fortier, Hippolyte Dabiez, F. A. Brunet, Henry N. Boudousquié, Dr. Charles J. Lopez, F. A. Rémanjon.

A une réunion subséquente du nouveau conseil d'administration le bureau pour l'exercice 1921-1922 fut choisi et constitué de la façon suivante:

M. Georges Legrand, président; M. F. Surmely, premier vice-président; M. Paul Bordenave, 2ème vice-président; M. Georges Damiens, secrétaire; M. F. Laudumiey, trésorier.

Sous la direction zélée et éclairée des officiers précités, l'Union Française restera, comme par le passé, un foyer de diffusion d'influence française, et de concert avec les autres sociétés françaises servira toujours de point de ralliement à tous ceux qui ont à cœur de voir la cause française triompher dans notre pays.

THANKSGIVING A LA CATHÉDRALE

En l'honneur de la journée d'actions de grâce les solennités suivantes auront lieu à la Cathédrale St. Louis:

Messe solennelle à 10 heures, chantée par M. le Révérend Père Antoine, curé, assisté par le diacre B. P. Herrmann et le sous-diacre A. J. Taillon. Maître de cérémonie, G. M. Cartier. Après la messe un Té Deum d'actions de grâce sera chanté. Le chœur de Mme Thérèse G. Buckley fournira le programme musical.

UN MESSAGE DE M. HERRICK

M. Myron T. Herrick, ambassadeur des Etats-Unis, a fait parvenir à l'agence Havas la lettre suivante, que nos dépêches ont signalée:

"Depuis le 19 octobre, jour où l'on a essayé de me tuer en m'envoyant une bombe, j'ai reçu des télégrammes, câbles, copies de résolutions votées par différentes sociétés, lettres envoyées par messagers ou par la poste, venant de tous les coins de la France et de l'étranger, exprimant la plus grande indignation de cet attentat et me félicitant, ainsi que ma famille, d'avoir échappé à la mort et de n'avoir pas été blessé.

"Il m'a été matériellement impossible jusqu'à présent de répondre individuellement à toutes ces communications, ainsi que mon cœur me le dictait, mais en attendant, je suis certain que les expéditeurs et amis de qui émanent ces témoignages de sympathie voudront bien accepter l'expression de ma reconnaissance pour l'aide ainsi apportée. Car c'est réellement aider un homme, surtout s'il est dans la vie publique, que de lui faire savoir que ses actions sont approuvées, et lorsque cette approbation est exprimée dans les termes affectueux de chacune de ces communications, il faudrait qu'il fût bien endurci pour ne pas en être profondément ému.

"C'est ainsi que le pauvre déséquilibré qui a essayé de me tuer a été, en réalité, la cause d'une grande satisfaction morale qui a redoublé mes forces pour résoudre d'autres problèmes."—Myron T. Herrick.

LA HAUTE-SILESIE VA ETRE DIVISEE

Genève.—Le Dr. Félix Calonder, ancien président de la confédération helvétique, a été nommé par le conseil de la ligue des nations président de la commission de Haute-Silésie. Cette commission, qui se compose de Polonais, d'Allemands et de Silésiens, constituera un corps d'avisers pour faciliter l'exécution de la décision de la ligue des nations demandant le partage de la Haute-Silésie entre l'Allemagne et la Pologne.